

Le coronavirus ne connaît ni couleur ni nation ni frontière

Nous ne sommes pas tous et toutes égaux et égales face à l'épidémie, certain-es connaissent avant celle-ci des conditions d'existence difficiles qui malheureusement vont s'aggraver.

La situation aux frontières de l'Europe

Les toutes récentes dispositions de l'Union Européenne en matière de lutte contre la pandémie du Coronavirus, renforcent les conditions ultrasécuritaires d'accès à l'espace Schengen, condamnant tout espoir aux réfugiés·ées non européen·nes. Notamment et pour ne citer qu'elle, la crise humanitaire à la frontière greco-turque. Dans un tweet datant du 1er mars, Macron écrivait *"Pleine solidarité avec la Grèce et la Bulgarie, la France est prête à contribuer aux efforts européens pour leur prêter une assistance rapide et protéger les frontières."* La fermeture des frontières européennes et de l'espace Schengen pour 30 jours falcitera l'absence de solidarité de la part des membres de l'Union européenne.

Et la situation des réfugiés-es à l'intérieur de notre pays ?

Solidaires a dénoncé vivement les trois mois de carence pour l'accès aux soins des demandeur·euses d'asile majeur·es voté en décembre dernier : cette mesure a eu pour conséquence d'éloigner encore un peu plus les précaires étranger·ères d'un système de santé aux abois suite aux réformes successives de Buzyn et Macron. Pour les migrant·es placé·es en Centre de Rétention Administrative, les conditions d'accueil se dégradent de mois en mois, poussant certains à se suicider (au CRA de Rennes en décembre 2019), d'autres à poursuivre des grèves de la faim (au CRA de Lyon en juillet 2019 et dans 4 CRA en

janvier 2019). Rappelons que la durée maximum de placement en rétention a été doublée par la loi Asile et Immigration et peut durer jusqu'à 90 jours...

Le mouvement de grève légitime des avocats lors du mouvement contre la réforme des retraites a fragilisé encore plus les conditions de sortie des CRA.

C'est dans ce climat, qu'apparaissent les premiers cas de coronavirus dans les CRA (Lille Lesquin, Toulouse). Ceci va conduire à une panique. De par la promiscuité engendrée par la surpopulation, le confinement n'y est pas possible et les cas vont être de plus en plus nombreux pour les étranger·ères et le personnel. Un sentiment d'abandon se développe car les équipes de la Cimade ne peuvent plus y rentrer. (<https://www.lacimade.org/presse/coronavirus-suspension-des-activites-de-la-cimade-et-demandes-transmises-au-gouvernement/>). Il n'y a plus d'expulsions, les transports étant à l'arrêt, ils et elles sont condamnées à cet enfermement mortifère.

Macron affirme avoir compris beaucoup de choses depuis cette crise, il devrait comprendre celle-là : c'est notre humanité qui nous permettra de lutter contre cette pandémie, en soignant et en traitant toutes les personnes de la même façon. Afin d'éviter une crise sanitaire majeure, mais aussi de garantir le droit de circulation et d'installation des étrangers, les migrant·es retenu·es en CRA doivent être libéré·es et accueilli·es dans de bonnes conditions, tous·es doivent être régularisé·es sans condition. l'accès immédiat pour toutes et tous sans condition de revenus ni de temps de présence sur territoire à l'Aide Médicale d'État.



Union
syndicale
Solidaires

le 18 mars 2020

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
01 58 39 30 20 contact@solidaires.org www.solidaires.org
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires



L'appel de la Marche des solidarités

Pour stopper le coronavirus il faut lutter contre le racisme.

Dans le contexte créé par l'épidémie du coronavirus et les interdictions de manifestations annoncées par Emmanuel Macron, la Marche des Solidarités du 21 mars est reportée à une date ultérieure.

Ce n'est pas sans colère que nous prenons cette décision tant le traitement de la crise sanitaire par le pouvoir ne fait que renforcer l'urgence de lutter pour les revendications portées par la Marche des Solidarités.

Car là où l'urgence sanitaire imposerait la fermeture des centres de rétention, la régularisation des sans-papiers et donc l'accès aux soins gratuits pour toutes et tous, le rétablissement des lieux d'organisation de la solidarité collective dans les foyers, l'hébergement décent de tous ceux et celles qui sont à la rue, Emmanuel Macron et le gouvernement renforcent au contraire toute leur offensive raciste et sécuritaire.

Après avoir accéléré la casse du système public de santé, dans la lignée de ses prédécesseurs, Macron a semblé découvrir il y a quelques jours que la solidarité a un sens.

On parle de solidarité mais, aux frontières de l'Europe, on repousse les migrants à la mer, quand on ne les tue pas directement, en Grèce, sans se soucier de leur état de santé.

On parle de solidarité et de mesures barrières, notamment de « distanciation sociale ». Mais dans les CRA, on entasse les migrants les uns sur les autres, dans des conditions sanitaires et d'hygiène déplorables. Il faut fermer les CRA (Centre de Rétention Administrative), libérer les détenuEs et leur proposer un hébergement décent.

On parle de solidarité, mais combien de jeunes mineurs, de femmes, de bébés, d'enfants sont dans la rue, ou dans des camps de fortune que l'on détruit quotidiennement, victimes des expulsions et de la chasse aux migrantEs, exposéEs sans prévention ni protection au virus. Personne ne doit rester à la rue.

On parle de solidarité mais quid des travailleurs sans papiers payés au lance pierre sans aucune garantie du maintien de leur salaire de misère.

On parle de solidarité, mais combien de familles immigrées sont entassées dans des logements trop petits, parfois insalubres, avec des conséquences qui seront dramatiques en cas de confinement, et pour les enfants pour qui l'école via internet sera tout simplement irréalisable.

Le coronavirus ne connaît ni les frontières ni les différences d'origine ou de religion.

Pour stopper le coronavirus comme pour stopper la dérive raciste et sécuritaire du pouvoir nous n'attendons pas des centaines de nouveaux mortEs ou la fin de la phase exponentielle. Nous reportons la Marche des Solidarités du 21 mars mais pas la lutte, plus urgente et actuelle que jamais, pour la liberté de circulation et d'installation, la fermeture des centres de rétention ou l'arrêt des contrôles au faciès et des violences policières.

Nous nous réjouissons de la mobilisation pour le 21 mars. Aux cortèges prévus de collectifs de sans-papiers, de comités de familles victimes des violences policières et des collectifs de lutte contre l'islamophobie, à la centaine de collectifs, associations et organisations signataires s'étaient ajouté un cortège commun d'associations turques et d'un collectif de Grecs de Paris et un cortège de la coordination de lutte dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Cette dynamique doit nous permettre dans les prochains jours de trouver tous les moyens de développer la solidarité et la lutte.

